



DIX-SEPTIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Directeur général

**Premier rapport supplémentaire:
Rapport de la Commission d'experts
pour l'application des conventions
et recommandations**

(Genève, 27 novembre – 12 décembre 2003)

1. La Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations a tenu sa 74^e session à Genève, du 27 novembre au 12 décembre 2003. Elle a adopté un rapport qui, conformément à la pratique habituelle, est imprimé sous la forme d'un document de la Conférence¹ et soumis au Conseil d'administration à sa présente session. Comme les années précédentes, le rapport de la commission a été publié en deux volumes pour des raisons de commodité.
2. Aux termes de son mandat, la commission était chargée de l'examen:
 - a) des rapports des gouvernements sur l'application des conventions qu'ils ont ratifiées (art. 22 et 35 de la Constitution);
 - b) des informations fournies par les gouvernements sur la soumission de conventions et recommandations aux autorités compétentes (art. 19 de la Constitution);
 - c) des rapports des gouvernements sur une convention et une recommandation choisies par le Conseil d'administration (art. 19 de la Constitution).
3. L'attention du Conseil d'administration est attirée en particulier sur l'étude d'ensemble effectuée par la commission qui porte sur la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, et la recommandation (n° 169) concernant la politique de l'emploi (dispositions complémentaires), 1984, ainsi qu'aux aspects se rapportant à la promotion du plein emploi, productif et librement choisie de la convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975. et de la recommandation (n° 189) sur la création d'emplois

¹ Conférence internationale du Travail, 92^e session, 2004, rapport III, partie 1, vol. A et B.

dans les petites et moyennes entreprises, 1998. Elle est fondée sur ces instruments au titre des articles 19 et 22 de la Constitution.

4. *Le Conseil d'administration est invité à prendre note du rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations.*

Genève, le 11 février 2004.

Point appelant une décision: paragraphe 4.